



Évaluation de l'impact des approches des groupes de solidarité d'Action de Carême à Madagascar et au Sénégal

Les groupes de solidarité (GS) utilisent l'épargne et le crédit comme porte d'entrée pour créer un filet de sécurité et promouvoir des processus d'autonomisation dirigés par les communautés. En 2018, une équipe de l'«Institute of Development Studies» (IDS) à Brighton (Angleterre) a évalué l'impact des programmes de GS soutenus par Action de Carême au Sénégal et à Madagascar. L'évaluation combinait les contributions de la variable sur l'impact (contribution scores), les données d'enquête et une recherche qualitative approfondie.

Le présent document est un résumé du rapport d'évaluation, dont l'intégralité peut être obtenue auprès de Benno Steffen (steffen@fastenopfer.ch).

1. L'approche des groupes de solidarité d'Action de Carême

Action de Carême soutient des GS dans plusieurs pays, notamment au Sénégal et à Madagascar, en collaborant avec des organisations partenaires locales qui assurent la formation et l'animation de ces groupes. Les programmes basés sur les GS visent à inclure les couches les plus démunies de la population qui sont souvent exclues d'autres programmes. Leur approche est une forme d'assistance préventive plutôt qu'axée sur les opportunités. Leur stratégie s'explique parfois par l'analogie d'un seau qui fuit : verser plus d'eau dans un seau troué - par exemple en transférant des actifs à des ménages déjà accablés par de lourdes dettes ou vulnérables à des catastrophes récurrentes - n'aura aucun effet durable tant que les fuites (pertes et vulnérabilité) ne sont pas colmatées.

Dans les groupes de solidarité, les activités financières servent à construire des groupes forts, plutôt que des groupes servant à permettre des activités financières.

L'approche des GS se distingue des autres approches basées sur des groupes qui utilisent des outils financiers et ciblent les personnes démunies et marginalisées. Dans les GS, les activités financières servent à renforcer les groupes mais ne constituent pas un moyen de créer des opportunités financières. Les activités financières entreprises (épargne et crédit) jouent un rôle de facilitation important dans la promotion des processus de changement, mais ne sont pas la raison d'être du groupe. Les groupes créent une caisse d'épargne commune qui sert de filet de sécurité pour les membres. Plus les groupes se renforcent, plus ils contribuent au développement de la communauté, à son autonomisation et à la mise en œuvre des processus de changement.

Les GS représentent une alternative unique aux nombreux programmes de microfinance dont les résultats sont décevants. Les membres versent des contributions en espèces ou en nature dans un fonds collectif (caisse d'épargne commune, calebasse ou grenier commun) et les fonds deviennent la propriété du groupe. Les prêts sont consentis à partir du fonds commun, sans intérêts ou à faible taux d'intérêts. Ces prêts sont destinés à être utilisés par les membres pour répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que se nourrir, payer les frais de scolarité ou faire face aux situations d'urgence. Ils permettent également d'éviter l'exploitation et d'échapper à l'endettement.

Certains groupes organisent aussi des activités économiques collectives telles que l'agriculture et le commerce de groupe. Les GS ne reçoivent d'Action de Carême et de ses partenaires ni subvention ni autres apports que de la formation et de l'animation.

Les approches des groupes de solidarité au Sénégal et à Madagascar : similaires mais différentes

Action de Carême soutient les GS depuis le début des années 90, notamment à Madagascar depuis 1998 et au Sénégal depuis 2005. Les GS sont au cœur des deux programmes pays fondés sur des principes communs, partageant les mêmes objectifs, fonctionnant de la même manière, mais comportant également d'importantes différences. Au Sénégal, les groupes comptent 45 membres en moyenne dont 86 % sont des femmes, tandis qu'à Madagascar les groupes comptent en moyenne 14 membres dont 51 % de femmes. A Madagascar, tous les membres s'engagent à épargner le même montant (argent, riz, céréales, produits artisanaux) dans la caisse commune à chaque réunion. Le montant de la contribution est fixé de telle sorte que même les membres les plus pauvres puissent participer. Au Sénégal, la contribution des membres est très différente : la calebasse est recouverte d'un linge blanc et chaque membre dépose sur une base volontaire une somme inconnue. Au Sénégal, des groupes organisent également le commerce de groupe - achats collectifs d'aliments et d'articles ménagers, vendus aux membres à des prix plus bas - dont les bénéfices vont à la calebasse. Le programme de Madagascar, quant à lui, promeut plus activement le travail commun sur les champs l'agriculture collective, l'agriculture collective et l'application des méthodes agro écologiques dans le but de stopper le recours à de coûteux intrants polluants, tels que les pesticides et les engrais chimiques.

En plus de fournir ces services à leurs membres, les GS travaillent à construire des communautés plus cohésives et plus équitables, en commençant par établir des règles d'équité et d'égalité au sein des groupes. Les membres bénéficient d'un espace de discussion et de résolution de problèmes et sont encouragé·e·s à rétablir les liens avec les valeurs communautaires traditionnelles de solidarité. Organisés en groupes, les membres peuvent aussi agir collectivement afin d'apporter des améliorations au sein des communautés, soit par eux-mêmes, soit en influençant la politique locale afin de revendiquer et défendre leurs droits. Les GS sont encouragés et soutenus à former des réseaux plus vastes et à aider d'autres groupes. La majorité d'entre eux sont maintenant intégrés dans des réseaux.

Les impacts les plus importants concernent l'accès aux prêts, à l'épargne et à l'entraide. Les impacts varient selon les pays.

Chaînes d'impact des GS (théorie)

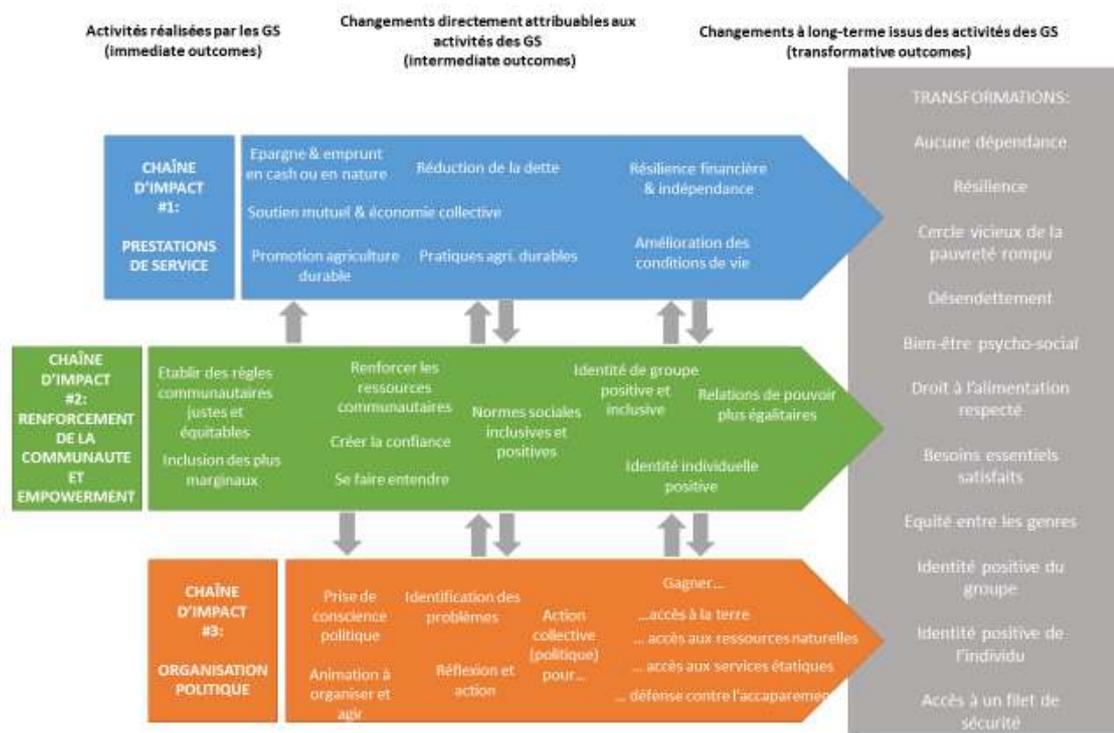


Figure 1. Fonctionnement théorique des groupes de solidarité (théorie du changement simplifiée)

Les GS ont pour objectif de générer des changements par le biais de trois chaînes d'impact, comme le montre la figure 1. Ils visent à fournir aux membres des services de qualité, notamment l'accès à des prêts équitables en cas de nécessité, à construire des communautés plus cohésives et favoriser leur autonomisation et à susciter des changements "politiques" au niveau local par le biais d'activités de plaidoyer et de lobbying. Ces trois chaînes peuvent générer une série d'impacts transformateurs au fil du temps.

2. Méthodologie

Un processus participatif a permis de clarifier la théorie du changement du programme (illustrée à la figure 1). Afin de faire ressortir la diversité des impacts possibles et d'identifier les multiples cheminements qui pourraient mener des activités des groupes à tels impacts, l'évaluation a été réalisée en combinant des méthodes qualitatives et quantitatives et en se basant sur des données recueillies en octobre et novembre 2018.

Sur le plan qualitatif, 13 groupes de discussion (focus group) composés de membres des GS au Sénégal et à Madagascar et 10 groupes de discussion composés d'animateurs et animatrices ont été formés. Au total, 50 membres et 48 animateurs et animatrices ont pris part aux groupes de discussion. En outre, 11 informateurs et informatrices clés (fonctionnaires locales/locaux, enseignant·e·s, sages-femmes, maires, etc.) ont été interrogé·e·s pour donner un point de vue extérieur sur l'importance des GS.

Sur le plan quantitatif, 402 membres des GS choisi·e·s au hasard et 110 membres du groupe témoin (voisin·e·s) ont été interrogé·e·s. L'enquête était composée de questions avec des items de réponse sur une échelle de Likert à 5 niveaux (de «tout à fait d'accord» à «pas du tout d'accord») pour énumérer 9 domaines d'impact différents: les ressources de la communauté, la conscience politique, l'action collective, l'inclusion et l'exclusion, l'autonomisation, les relations de genre, l'aide financière, les pratiques agricoles ainsi que la sécurité et la résilience. Les caractéristiques démographiques des répondants ont été saisies et la grille d'évaluation en 10 questions du Progress out of Poverty Index (PPI) a été utilisée pour estimer les niveaux de pauvreté relative des personnes interrogées.

Douze questions de l'enquête ont été consacrées au calcul des scores de contribution (CS). Les CS sont des indicateurs indirects d'impact, calculés à partir des autoévaluations des participant·e·s. On leur demande d'indiquer s'ils estiment qu'un changement est intervenu dans un domaine donné et dans quelle mesure le programme a contribué à ce changement. Un score est ainsi calculé et reporté sur une échelle de 0 à 100 (changement x contribution = CS %). Les CS sont toujours positifs à partir du moment où certain·e·s répondant·e·s indiquent que les GS ont contribué à des changements. Dans cette évaluation, plus de 40 % des CS ont été interprétés comme indiquant des impacts «importants», entre 20 et 40% comme des impacts «moyens» et moins de 20% comme des impacts «faibles».

3. Principaux résultats

Dans les deux pays, la majorité des membres des GS n'ont bénéficié que d'une éducation basique ou n'en ont reçu aucune gagnant leur vie grâce à l'agriculture ou le petit commerce (parfois les deux). En moyenne, les membres des GS en sont membres depuis 3,6 ans.

Les données montrent que les programmes des GS dans les deux pays touchent et incluent les personnes les plus marginalisées. La probabilité qu'un ménage membre soit extrêmement pauvre (moins de 1,25 \$US/jour à sa valeur en 2015) est de 28% au Sénégal et de 84 % à Madagascar (un pays beaucoup plus pauvre). Quasiment tous les membres des deux pays vivent avec moins de 5,00 \$US par jour. En moyenne, les membres ne sont pas mieux loti·e·s que les non-membres de leur voisinage immédiat et sont probablement même un peu plus pauvres, ce qui indique que les programmes atteignent leur objectif d'inclure les personnes en grande précarité. Les réponses à l'enquête ainsi que les discussions au sein des groupes montrent également que les GS sont généralement ouverts à toutes et tous, y compris aux plus démun·i·e·s. Néanmoins, au Sénégal, les hommes y adhèrent moins facilement, et à Madagascar, les femmes trouvent parfois l'adhésion plus difficile.

Les CS varient d'un domaine à l'autre. Cela indique que les GS ont des impacts d'une ampleur différente selon les domaines, comme on pouvait s'y attendre (figure 2). Au Sénégal, l'impact le plus important attribuable aux GS est la facilité à accéder à un prêt, suivie de l'entraide entre voisins. A Madagascar, les impacts les plus importants sont l'accès à un endroit sûr pour épargner et la facilité à accéder à un prêt. Au Sénégal, l'impact relativement faible sur l'épargne reflète le caractère unique de collecte de fonds collectifs (contributions volontaires anonymes à la calebasse, voir encadré ci-dessus).

Les CS montrent également que les membres ressentent d'autres impacts importants, tels que l'aide de la communauté, la confiance croissante des membres en leur capacité à changer les conditions socio-économiques de leur communauté, à trouver une voix collective et à améliorer la situation financière de leur ménage. Un examen plus approfondi (par une analyse de régression) a montré que les impacts sont répartis de manière relativement uniforme entre les membres. Dans l'ensemble, les membres les plus pauvres, les plus aisé·e·s, les femmes, les hommes et les membres plus ou moins instruit·e·s ont ressenti des impacts similaires (plutôt que différents).

«En fait, le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit» Un membre d'un GS au Sénégal

Les CS montrent cependant que les GS n'ont que peu d'impact dans certains domaines: influence sur la politique locale (dans les deux pays), liberté individuelle des membres (personal freedom) et agriculture durable (au Sénégal).

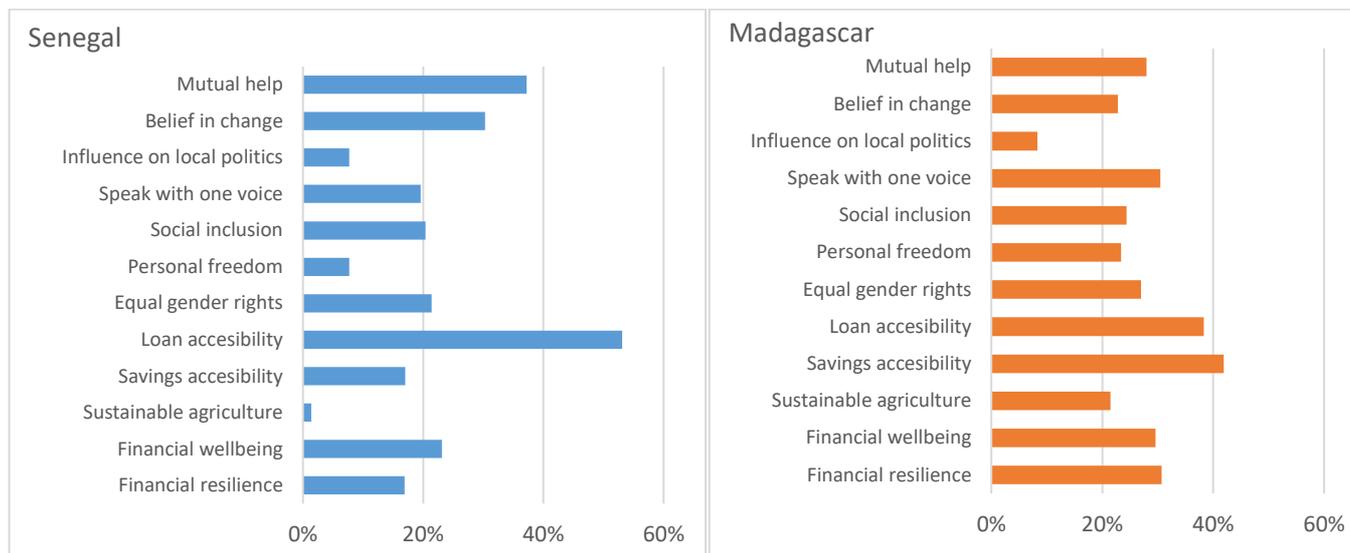


Figure 2. Moyenne des contributions

Les barres sur le graphique représentent l'impact moyen calculé selon les données relevées auprès de tous les membres de chaque pays. Plus la barre est longue, plus l'impact est important.

Les données qualitatives confirment ces résultats. Dans le sondage, il a également été demandé aux membres de décrire les changements positifs ou négatifs les plus importants que les GS avaient apportés. 38% des réponses positives des membres ont fait référence à l'amélioration de l'économie de leur ménage (capacité d'emprunter en cas d'urgence, amélioration des finances du ménage, réduction de la dette), 22% au renforcement de la communauté (solidarité, partage, confiance, aide mutuelle, discussion des problèmes) et 16% à la satisfaction des besoins fondamentaux particuliers (nourriture, fournitures, scolarité, santé). Très peu ont mentionné des changements négatifs (2%). Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion au Sénégal, le groupe est très important parce que: «Le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit».

4. Dans quelle mesure les GS contribuent-ils à prévenir la faim, à réduire la pauvreté et à améliorer l'accès des membres aux ressources ?

La théorie du changement qui a été développée suggère que la réduction de la dette et de l'exploitation est cruciale pour que les membres puissent échapper à la pauvreté. Ils doivent être en mesure d'assurer la subsistance économique de leur ménage avant de chercher des opportunités économiques.

En l'absence d'une baseline (référence initiale) la réduction nette de la pauvreté ne pouvait pas être estimée avec précision. Cependant, les résultats des impacts positifs importants sur la capacité des membres à accéder à des prêts pour satisfaire leurs besoins fondamentaux ou faire face aux urgences ainsi que leur capacité à épargner de l'argent (à Madagascar) indiquent que les GS donnent à leurs membres des outils importants pour lutter contre les facteurs clés de leur pauvreté. Grâce aux GS, les membres n'ont pas à recourir à des emprunts coûteux qui pourraient les conduire à être exploité·e·s et peuvent réduire leur coût de la vie (au Sénégal aussi grâce au commerce collectif). Les participant·e·s à un groupe de discussion à Madagascar ont déclaré: «La période de soudure est un défi dans notre

Les membres des GS peuvent éviter d'emprunter à des taux usuriers, et peuvent réduire leur coût de la vie. La majorité des membres déclarent ne pas ou plus avoir de dettes à l'extérieur de leur famille ou de leur groupe.

vie à toutes et tous, mais notre groupe examine la situation de chaque membre et décide d'aider les plus démunis. On leur accorde des prêts remboursables selon leurs possibilités». La majorité des membres (entre 61% et 88%) déclare ne pas ou plus avoir de dettes en dehors de leur famille ou de leur groupe. A Madagascar, la majorité des membres affirme avoir mis de l'argent de côté pour les situations d'urgence (ce n'est pas le cas au Sénégal), ce qui permet d'augmenter leur résilience.

En moyenne, on observe des impacts positifs modérés sur les dimensions du bien-être financier et de la résilience des ménages. Les fonds des GS servent de filet de sécurité pour celles et ceux qui sont confrontés à des situations d'urgence soudaines telles que des maladies et réduisent ainsi leur vulnérabilité. Cependant, il faut garder à l'esprit que la plupart des membres sont pauvres, voire extrêmement pauvres: la majorité des membres à Madagascar souffre d'un manque de nourriture, tout comme une minorité significative au Sénégal, et une majorité dans les deux pays se dit inquiète de la situation financière de leur ménage. Les groupes de discussion montrent que l'aide fournie par les GS n'est pas toujours suffisante, mais qu'elle joue un rôle important pour aider les membres à absorber les chocs et à atténuer la période de soudure. Comme l'a dit une participante au Sénégal: «Avant, nous, les femmes, allions jusqu'à vendre nos bijoux pour pouvoir acheter de la nourriture pendant la période de soudure, mais depuis que le groupe existe, on n'a pas eu à le faire». Les GS peuvent également aider les membres à faire face aux catastrophes naturelles, mais les preuves de cet impact se résument à des cas isolés.

Les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne l'accès aux ressources. Plusieurs membres au Sénégal (46 %) et à Madagascar (22 %) rapportent que leur communauté a obtenu des améliorations de la part des autorités locales (eau, scolarité, transport et électricité), mais pas toujours grâce aux efforts des GS. Il semble que, dans la pratique, les groupes luttent souvent pour avoir accès aux ressources naturelles, en particulier celles qui sont rares, comme la terre. Les résultats sont mitigés dans le domaine de l'agriculture, où les impacts (CS et données d'enquête) sont modérés à Madagascar et faibles au Sénégal (la promotion du changement agricole est un ajout récent au programme Sénégal). De nombreux ménages souhaiteraient atteindre un meilleur équilibre entre les revenus provenant de sources agricoles et non agricoles et aimeraient recevoir plus de formation. Du côté positif, dans les deux pays, les cultures sont généralement diversifiées (pas de monocultures) et les membres des GS s'entraident pour la gestion de l'exploitation agricole.

5. Dans quelle mesure les GS permettent-ils aux membres de construire leur vie et de générer des changements transformateurs?

La théorie du changement suggère que la création de communautés plus cohésives et inclusives, capables de résoudre collectivement les problèmes et d'exiger des autorités qu'elles trouvent des solutions, permet des changements transformateurs, notamment au niveau du respect des droits.

Les données indiquent des impacts modérés à élevés des GS sur les mesures d'entraide, la croyance en la capacité de changer les choses et le fait d'avoir une voix collective. Dans l'ensemble, les données montrent que les membres des GS évaluent très positivement l'assistance mutuelle, le comportement solidaire et la cohésion communautaire que permettent les GS. Bien qu'ils ne perçoivent pas nécessairement leurs communautés au sens large comme des lieux d'égalité et de solidarité, ils considèrent les GS comme de tels espaces. Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion à Madagascar: «Au niveau de la communauté, nous constatons que les membres sont capables de tolérer les erreurs ou les défauts de leurs voisins, contrairement aux non-membres».

Croire au changement et mieux s'organiser pour le promouvoir ne se traduit pas toujours par la capacité d'apporter des changements. Il existe des cas de réussite, mais les réponses apportées aux questions, les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs et informatrices clés n'indiquent qu'un impact assez faible sur la politique locale. Les efforts des groupes se heurtent souvent à des contraintes structurelles. Les activités de plaidoyer et de lobbying exigent des interlocuteurs et interlocutrices accessibles, responsables et dotés de ressources suffisantes. Or, les autorités locales sont souvent éloignées, inaccessibles ou disposent elles-mêmes de trop peu de ressources. Toutefois, les GS peuvent aussi aider les communautés à créer des solutions alternatives d'auto-assistance et être mieux organisées pour saisir les opportunités de changement lorsqu'elles se présentent.

Dans les deux pays, les membres de groupes de solidarité sont confrontés à des inégalités de genre bien enracinées qui favorisent les hommes. En particulier au Sénégal, il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin, dans lequel elles peuvent exercer une plus grande liberté d'action.

En matière d'équité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, l'impact est modéré dans les deux pays. Les données ne montrent pas de changements transformateurs, mais suggèrent une variété d'effets. A Madagascar, il

semble plus facile pour les hommes que pour les femmes de rejoindre un groupe et les femmes sont moins susceptibles d'occuper des postes à responsabilités dans les GS. Cependant, dans l'ensemble, les membres de Madagascar font état de changements positifs plus importants en termes d'équité entre les sexes. Au Sénégal, en moyenne 7 membres sur 8 sont des femmes et de nombreux groupes sont exclusivement féminins ; à Madagascar, les femmes et les hommes sont représentés de manière quasi paritaire.

Dans les deux pays, les GS et leurs membres sont confrontés à des inégalités de genre bien enracinées qui favorisent les hommes et qui sont difficiles à faire évoluer. Les données suggèrent qu'au Sénégal, les femmes membres bénéficient d'un meilleur accès à certains modes d'assistance et d'entraide que les hommes (relativement peu nombreux) qui rejoignent les GS. Il arrive que les hommes s'auto-excluent («les GS sont une affaire de femmes»), mais parfois les femmes les dissuadent également de participer. C'est particulièrement le cas au Sénégal, où il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin dans lequel elles peuvent exercer une plus grande influence et participer à des activités qui profitent à leur famille au sens large, sans remettre en question les normes de genre bien établies. Cependant, ces groupes de femmes manquent de ressources provenant des hommes (financières et autres).

6. Quels méthodologies et outils sont essentiels pour obtenir des impacts?

Les deux programmes pays varient par leur taille et leur mixité (parité femmes-hommes). A Madagascar, les fonds des groupes proviennent de contributions fixes et égales alors qu'au Sénégal, un système idiosyncratique (peut-être unique) de contributions volontaires et anonymes est en place. Au Sénégal, la plupart des groupes ont développé les achats groupés pour les communautés, tandis qu'à Madagascar, ils organisent l'assistance mutuelle dans l'agriculture. Au Sénégal, la promotion de l'agriculture durable est récente; à Madagascar, le programme développe une stratégie agricole depuis 2008. Au Sénégal et à Madagascar, les programmes fonctionnent de manière similaire mais différente, ce qui explique certaines différences de l'impact, en particulier au niveau de l'épargne (plus importante à Madagascar), de l'aide mutuelle (plus importante au Sénégal), du genre (mixte) et de l'agriculture (très faible au Sénégal).

7. Conclusion

L'approche des GS est fondée sur le travail en groupe et l'utilisation des ressources financières, qui fonctionne avec des personnes très pauvres. Les activités financières servent à la construction d'un filet de sécurité collectif et au renforcement de la cohésion sociale et de l'action collective.

Cette évaluation a révélé que les GS contribuent de façon significative à réduire les pertes et la vulnérabilité de leurs membres. Pour revenir à l'analogie du seau, les GS aident les membres de façon importante à colmater certaines «fuites», en facilitant l'entraide et en fournissant de précieux services. L'évaluation a également permis de constater que les GS contribuent à renforcer la cohésion sociale des communautés, ce qui peut avoir des effets transformateurs sur les membres. Cependant, les GS sont moins efficaces lorsqu'ils sont confrontés à des contraintes structurelles, ce qui peut être le cas lorsqu'ils revendiquent l'accès aux ressources ou contestent les normes de genre bien enracinées. Dans ce cas, le fait de renforcer les réseaux de GS peut jouer un rôle important (les réseaux n'ont pas été pris en compte dans la présente étude).

Les GS privilégient les pratiques de solidarité qui aident les plus démunis à faire face aux situations d'urgence, à joindre les deux bouts, à résoudre les problèmes collectivement et à s'entraider. En tant que stratégie préventive - la sécurité d'abord, l'opportunité après -, ils contribuent à réduire la pauvreté en augmentant les ressources (financières, sociales, culturelles) disponibles pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres filets de sécurité.

A propos d'Action de Carême: Action de Carême (Fastenopfer) est une ONG suisse affiliée à l'Église catholique. Fondée en 1966, elle est active dans 14 pays pour l'autonomisation des personnes ainsi que le renforcement de la société civile et des mouvements sociaux. Action de Carême a commencé à travailler avec des GS il y a plus de 20 ans. Elle soutient des GS en Inde, à Madagascar et au Sénégal en travaillant avec des organisations partenaires locales. Au total, 11 des 14 programmes pays d'Action de Carême comportent au moins un projet ayant comme composante l'épargne collective même si les objectifs, les groupes cibles et les approches varient d'un pays à l'autre. Les GS constituent donc l'un des éléments du large ensemble constitué par les projets d'épargne collective soutenus par Action de Carême.

A propos de l'IDS: L'Institute of Development Studies (IDS) est une organisation mondiale de recherche et d'apprentissage basée à Brighton, au Royaume-Uni. Fondé en 1966, l'institut compte plus de 200 employé·e·s et 300 étudiant·e·s. L'IDS mène des recherches universitaires et appliquées sur le développement mondial, souvent en étroite collaboration avec la société civile locale, les gouvernements, les ONG internationales, les citoyen·ne·s, les donateurs et donatrices, les chercheurs, chercheuses et de nombreux autres acteurs et actrices. En partenariat avec l'Université du Sussex, l'IDS est classé premier dans le domaine des études sur le développement.

